

Alternatives

Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

Réforme de l'école et crise d'hystérie...

L'Histoire a retenu les réactions incandescentes qui accueillirent naguère l'instauration des congés payés, le salaire minimum ou même, et surtout, la généralisation d'un enseignement laïc, gratuit et obligatoire.

La France est en train de revivre l'un de ces grands moments d'hystérie à propos de la réforme du collège et des programmes scolaires.

On a eu droit à des anathèmes qui mériteront, par leur violence, leur outrance, leur démesure quasi psychanalytique, de figurer dans une encyclopédie des phénomènes de folies collectives : génocide des « humanités », assassinat de la République, coup mortel porté à notre civilisation, massacre des innocents, institutionnalisation égalitariste de la médiocrité.

Même les crimes de Daesh ne suscitent pas un tel déchaînement d'imprécations.

De quoi s'agit-il ? D'abord de trois orientations qui vont dans le sens de ce que la droite libérale (et pour le coup avec raison) a toujours préconisé : une plus grande autonomie concédée aux chefs d'établissements et aux équipes pédagogiques, un droit à l'expérimentation et le développement de soutiens individualisés aux élèves.

En s'opposant à ces nouveautés, les syndicats qui constituent, au sein de l'Éducation nationale, la force de frappe de la gauche étatiste et un tantinet archaïque, sont tout à fait cohérents. Ces innovations représentent, en effet, tout ce qu'ils détestent.

Mais la droite, une fois de plus, par esprit d'opposition systématique, brûle ce qu'elle prétendait adorer.

Autre orientation : le développement d'activités pratiques pluridisciplinaires. Cela peut, effectivement, déboucher sur le pire, c'est-à-dire une transformation de l'enseignement en jeux de société. Mais aussi sur le meilleur. Ce n'est pas à moins, mais à plus de pluridisciplinarité qu'il faudrait tendre. Prenons l'exemple, puisque c'est un des motifs de la polémique, de la période des Lumières : est-

il logique que soit enseignée de façon totalement séparée et déconnectée la crise du système monarchique à la fin du XVIII^e siècle (Histoire), le théâtre de Beaumarchais ou de Marivaux (littérature), l'idéologie des Lumières de Montesquieu à Jean-Jacques Rousseau (philosophie), les apports de Laplace, Lamarck, Buffon ou Monge (sciences), l'influence de Swift (cours d'anglais) et l'importance de Gluck ou de Greuze (histoire de l'art) ?

Rien n'oblige, aujourd'hui, les enseignants de ces disciplines à se concilier et à se coordonner. Voltaire sera même coupé en deux selon qu'il s'agit de l'auteur de *Zadig* ou du *Dictionnaire philosophique*. Multiplier les occasions de convergences constituerait donc un progrès.

Quant à l'aspect pratique des expériences interdisciplinaires, il est étrange, là encore, que la droite tire à boulets rouges alors qu'elle a toujours condamné le fait qu'on précipite tous les élèves dans l'abstrait, quand beaucoup d'entre eux se réaliseraient mieux dans le concret.

Hypocrisie, mauvaise foi et dévergondage intellectuel

Ce n'est, en fait, ni l'interdisciplinarité ni la mise en œuvre de projets pratiques qui pose problème. C'est leur articulation.

Reste la polémique sur les programmes : la défense du latin comme marqueur d'excellence - marqueur « élitiste » surtout - et d'un enseignement de l'Histoire privilégiant notre « roman national ». Il s'agirait là de la mère des batailles pour la défense de nos principes républicains. On applaudit !

Sauf qu'il y a là une hypocrisie. S'agit-il de décrire ce qu'il y avait d'insupportable dans l'ultra-étatisme, l'ultra-dirigisme, l'ultra-bellicisme ruineux et le totalitarisme idéologique qui caractérisait l'absolutisme monarchique incarné par Louis XIV ? De montrer que der-

rière la gloire napoléonienne se profilait l'une des plus oppressives et des plus sanglantes tyrannies de notre Histoire ?

De faire découvrir aux élèves à quelle fureur inquisitoriale peut conduire le dogmatisme religieux tel qu'il sévissait au Moyen Âge ?

En effet, cela participerait d'une pédagogie laïque, républicaine et patriotique.

Mais pas du tout ! En vérité, nos grands défenseurs de valeurs laïques, républicaines et patriotiques appellent de leurs vœux - ils ne s'en cachent pas - un enseignement qui célébrerait la magnificence, la grandeur et l'exemplarité des règnes de Louis XIV et de Napoléon, et chanterait les louanges de l'Église au Moyen Âge.

Et si vous insistez sur les massacres du Palatinat, la révocation de l'Édit de Nantes, la terreur semée derrière elles par les armées napoléoniennes en Espagne ou au Tyrol, les crimes contre l'humanité commis à l'occasion de la croisade des Albigeois, on vous accusera de sombrer dans la « repentance » et la « haine de soi ».

Je le précise : je suis, en matière d'enseignement, plutôt conservateur et traditionaliste. C'est pourquoi la question du latin mérite, effectivement, un débat serein. J'ai combattu les excès du pédagogisme. J'ai même dirigé un journal qui se situa à l'avant-garde de ce combat. Et j'assume. J'ai milité pour le retour à la chronologie en Histoire ; j'ai fustigé les méfaits d'un structuralisme mal dirigé en matière d'analyse de textes.

Mais là, devant une telle mauvaise foi, un tel dévergondage intellectuel, un tel extrémisme verbal et idéologique chez les contempteurs du projet de réforme de l'école, je ne peux que crier « halte là ! ».

Certains, en fait, voudraient revenir à une école réservée à une petite élite sociale et diriger tout le reste sur un apprentissage généralisé et obligatoire. Mais alors, qu'ils le disent franchement. ■